

## Dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France

Lyon - Jeudi 26 janvier 2012

Monsieur le président (Richard Prasquier),  
Monsieur le président régional (Marcel Amsallem),  
Mesdames, Messieurs les élus,  
Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir convié à votre dîner annuel, c'est un plaisir de pouvoir intervenir devant vous tous réunis. Je sais notre engagement commun pour la promotion des valeurs et des institutions de la République, et je voudrais saluer aujourd'hui tous ceux qui agissent quotidiennement pour la défense de ces principes.

Parmi les fondements de notre République française, figurent en effet des principes fondamentaux, et constitutionnellement garantis :

- l'égalité devant la loi, quelle que soit l'origine, l'ethnie, la race ou la religion ;
- la laïcité, conçue depuis 1905 comme une neutralité : la religion est une affaire privée mais la liberté de conscience et de culte est et doit être garantie.

La Nation est une union de volontés, « *un vouloir vivre-ensemble* » comme l'a définie Ernest Renan. La condition de ce vivre-ensemble est l'acceptation des lois. Les manifestations de haine et d'intolérance n'ont donc pas leur place. Ignorer cette exigence fondamentale, c'est nier l'essence même notre République, c'est nier les principes qui président au vivre-ensemble. Lutter contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme est une absolue nécessité.

Nous partageons ce combat : le Conseil représentatif des institutions juives de France est, dans cette action, un interlocuteur essentiel de l'Etat. L'antisémitisme, comme toute forme d'obscurantisme d'ailleurs, est une insulte aux valeurs républicaines. Les agressions, les stigmatisations et autres violences, qui trouvent leur fondement dans le racisme, l'antisémitisme, autant que la xénophobie, ou se placent sous je ne sais quel étendard nationaliste, sont inacceptables. Et doivent être sévèrement réprimées.

## **I. Notre droit, notre justice, notre politique pénale témoignent de la lutte sans relâche que nous menons à cet égard.**

En dix ans, nous avons affermi et précisé les règles applicables. La loi du 3 février 2003, celle du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité ont ainsi aggravé les peines encourues pour les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe.

Nos directives de politique pénale sont également fermes et très claires : la chancellerie doit être immédiatement avisée de toute infraction à caractère antisémite et des poursuites fermes et rapides doivent être systématiquement diligentées à l'encontre des auteurs.

Pour renforcer l'efficacité de l'action judiciaire, nous avons aussi amélioré l'organisation des juridictions : un magistrat référent en matière de lutte contre l'antisémitisme, le racisme et les discriminations est, en effet, désigné au sein de chaque parquet.

Cette politique a montré son efficacité : en dix ans, le nombre de condamnations prononcées pour des infractions à caractère raciste et antisémite a plus que triplé, passant de 175 en 2000 à 567 en 2010. Le quantum d'emprisonnement ferme moyen prononcé pour certaines infractions traduit la sévérité dont font preuve les juridictions pour ces faits. Dans presque une procédure sur trois pour des chefs d'injures publiques racistes ou anti-confessionnelles, une peine d'emprisonnement est prononcée.

Cette vigilance qui est aujourd'hui la nôtre ne doit pas faiblir : nous devons rester attentifs à cette exemplarité de la réponse pénale. Evidemment, nous pouvons toujours parfaire notre action. Soyez assurés de ma parfaite détermination en ce sens.

1. Il faut d'abord améliorer l'identification des faits à caractère raciste, antisémite ou xénophobe : beaucoup de parquets relèvent en effet qu'encore trop peu de faits leur sont signalés.

Il appartient donc au ministère public de poursuivre ses efforts en vue d'une meilleure identification de ces infractions. Pour cela, les procureurs entretiennent, notamment dans le cadre des pôles anti-discrimination, des relations nombreuses et régulières avec les représentants des cultes et avec les associations.

A cet égard, le parquet général de Lyon anime depuis 2004 une cellule de veille des infractions à connotation antisémite, regroupant autour du procureur général, de l'avocat général chargé de l'action publique générale et des procureurs de la République du ressort, les représentants des organes institutionnels de la communauté juive au sein des trois départements du ressort de la cour. Elle permet d'inventorier en les croisant les signalements d'infractions portées à la connaissance des parquets d'une part, et de la communauté d'autre part, afin de s'assurer de l'exhaustivité de l'information de l'autorité judiciaire.

Nous devons aussi veiller à toujours adapter nos outils face aux évolutions, notamment techniques, l'essor des nouvelles technologies a constitué un nouveau vecteur d'expression, avec ses bons mais aussi ses mauvais usages. Depuis 2008, une plateforme unique de traitement des signalements des sites à contenus illicites a été créée et installée au sein de l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication. Composée de policiers et de gendarmes, elle est chargée de dénoncer aux autorités judiciaires les infractions constituées dont il est saisi par les particuliers ou les associations et notamment les infractions à caractère raciste et antisémite.

Une coopération active a également été mise en œuvre avec la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, et désormais avec le Défenseur des droits. La région Rhône-Alpes a fait à cet égard office de précurseur : dès novembre 2009, un protocole de coopération a été signé entre la Haute Autorité et les procureurs généraux près les cours d'appel de Lyon, Grenoble et Chambéry. Cinq autres protocoles ont été signés depuis avec d'autres parquets généraux. Ils ont tous été repris par le Défenseur des Droits.

Il est indispensable que le Défenseur des Droits et l'autorité judiciaire coordonnent leur action ; c'est à cette condition que nous pourrons lutter plus efficacement encore contre les discriminations. L'expertise du Défenseur des droits est extrêmement précieuse pour les juridictions ; tout comme le partage d'informations.

**2.** Nous devons bien sûr veiller à sensibiliser tous les professionnels du droit, tous les acteurs judiciaires aux outils dont ils disposent dans cette lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

En renforçant, comme l'a fait l'Ecole nationale de la magistrature, la formation continue sur « le racisme et l'antisémitisme », et sur le renouvellement de ces infractions avec l'essor d'Internet. En mettant également à disposition, comme l'a fait mon ministère, des guides pratiques sur les dispositions pénales en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations et de « cybercriminalité ».

Tous les acteurs qu'ils soient judiciaires mais aussi de la société civile doivent agir ensemble. En complément des pôles anti-discrimination présents dans chaque département, des organes de veille et de lutte contre les discrimination regroupant, outre le parquet, des élus, des associations ou encore des référents police ou gendarmerie ont été installées par les municipalités de Lyon et Villeurbanne en 2009, puis par celle de Saint Fond en 2010. Ces dispositifs visent à mieux faire connaître le cadre légal des discriminations et les modes d'action juridique et judiciaire, sensibiliser les professionnels, les chefs d'entreprises et les populations locales sur la prévention des discriminations et à favoriser l'échange d'informations si essentiels pour mener une action pénale efficace.

**3.** Enfin, il nous faut adapter la réponse pénale aux nouvelles formes de délinquance : la discrimination a pris un nouveau jour depuis les appels au boycott de produits israéliens. Ces faits sont inadmissibles. J'entends votre légitime attente d'une sanction pénale forte en la matière.

Au plan pénal, ils peuvent relever de la provocation publique à la discrimination réprimés par l'article 24 alinéa 8 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881. Mais le droit

de la presse et les spécificités procédurales très strictes qu'il fixe ne rendent pas toujours aisée la qualification des infractions qu'il sanctionne.

Le ministère de la justice est très attentif à ce sujet. C'est pourquoi il est demandé aux parquets généraux de porter systématiquement à la connaissance de la chancellerie les procédures de cette nature dont les parquets sont saisis ainsi que leur analyse procédurale.

Vous le savez, les auteurs de ces faits se prévalent pour leur défense de la liberté d'expression. Ce débat juridique est éminemment complexe, les limites à la liberté d'expression doivent être évidemment proportionnées. Mais je veux dire que la position de nos parquets est très claire, dès lors que l'infraction apparaît suffisamment caractérisée et que le ou les auteurs sont identifiés, des poursuites sont engagées. Je veux rappeler aussi que les parquets font appel chaque fois qu'ils l'estiment nécessaire, comme par exemple après les décisions de relaxe rendues respectivement les 8 juillet et 15 décembre 2011 par les tribunaux correctionnels de Paris et de Mulhouse.

Une question prioritaire de constitutionnalité a été posée, dans une affaire en cours à Bobigny : la décision qui sera rendue par la Cour de cassation et, le cas échéant, celle qui sera rendue par le Conseil constitutionnel permettront sans nul doute de clarifier le droit applicable.

## **II. Nos préoccupations communes vont évidemment au-delà de ce cadre national**

### **1. Tout d'abord, 2011 aura vu la libération tant attendue de Gilad Shalit**

Après avoir tant de fois exprimé notre indignation et notre inquiétude face au sort inacceptable qui lui était fait, nous avons tous partagé la joie de ses parents et du peuple israélien lorsqu'il a pu enfin recouvrer la liberté après plus de cinq ans comme otage du Hamas à Gaza.

La France n'a jamais oublié notre compatriote. Le Président de la République n'a cessé de soutenir les parents de Gilad, en les recevant à plusieurs reprises à

l'Élysée et en rappelant régulièrement que Gilad Shalit était également français et que s'en prendre à lui aurait été s'en prendre à la France.

## **2. Le président la République a rappelé, il y a quelques jours, les engagements de la France pour garantir la paix au Proche et Moyen-Orient.**

Le processus de paix au Proche-Orient est un long chemin, qui a connu bien des difficultés. La France se mobilise pour encourager la reprise du dialogue entre israéliens et palestiniens, cette négociation seule peut permettre de construire la paix dans la région. Progresser dans cette voie, c'est permettre aux populations, tant palestiniennes qu'israéliennes, de vivre en sécurité. Comme l'a rappelé le président de la République, les positions de la France sont claires : Israël ne doit pas voir son intégrité remise en cause ; et les palestiniens doivent pouvoir accéder à un « Etat démocratique, viable et moderne ». C'est à cette double condition que pourra s'instaurer une paix durable dans la région. La France est en première ligne pour aider à garantir cette paix, au premier rang de la pression diplomatique internationale sur les dirigeants iraniens, afin qu'ils renoncent à leurs projets nucléaires, inutiles et dangereux. Une intervention militaire ne servirait à rien, elle serait même sans nul doute contreproductive ; des sanctions internationales plus fermes, qui touchent à l'achat de pétrole, aux gels des avoirs de la Banque centrale iranienne, seront certainement décisives pour contraindre les dirigeants iraniens.

Cette action de notre diplomatie, la France entend la mener en trouvant aussi les solutions qui protègent les populations, contre les menaces et toute forme de violences ou d'atteintes à l'intégrité physique et plus largement à la dignité humaine.

\*\*\*

Nous devons lutter, et lutter encore, contre toute forme de fanatisme ou d'obscurantisme, d'où qu'il vienne. Les leçons de l'Histoire ne doivent jamais être oubliées. Comme vous le disiez, Monsieur le président, il y a un an lors du dîner annuel du CRIF, « l'enseignement de la Shoah est exemplaire en France et s'appuie

sur des expertises nombreuses ». Nous pouvons rendre hommage à ce travail de mémoire, mais aussi à tous ceux qui ont apporté, et apportent leur témoignage des douleurs de ce passé. Mais comme vous le disiez aussi, cet enseignement reste à défendre, alors que les survivants s'éloignent.

Je sais combien chacun de vous est attaché aux valeurs de notre République, ce combat pour la justice, pour la tolérance, peut aboutir parce que nous le menons tous ensemble.

Je vous remercie.